



Pour un Québec plus prospère

Mémoire prébudgétaire présenté au gouvernement du Québec

Renaud Brossard

FÉDÉRATION CANADIENNE DES CONTRIBUABLES

JANVIER 2022



Fédération
canadienne des
contribuables

Contents

À propos de la Fédération canadienne des contribuables	iii
Sommaire exécutif	1
Stimulus fiscal	3
Réduire de 10 pour cent les factures d'impôt sur le revenu pour aider les familles à faire face à l'augmentation du coût de la vie	3
Mettre fin à l'application de la TVQ sur les taxes spécifiques	5
Remplacer les subventions aux entreprises par une réduction de l'impôt corporatif pour stimuler la croissance	6
Identifier des sources d'épargne dans les opérations gouvernementales	8
Restructurer l'appareil gouvernemental québécois afin de réduire d'un pour cent les effectifs par rapport au niveau pré-électoral	9
Ne pas financer la construction de stades pour éviter d'importantes pertes financières	11
Revoir le mode de calcul des comparatifs de rémunération afin d'inclure l'ensemble du marché du travail québécois	12
Implanter une liste de la transparence salariale	13
Passer en revue les programmes gouvernementaux avec la réduction des dépenses comme objectif	14
Conclusion	16

À propos de la Fédération canadienne des contribuables

La Fédération canadienne des contribuables est un organisme à but non-lucratif, non-partisan, de défense des citoyens, qui lutte pour moins d'impôts, moins de gaspillage et plus d'imputabilité au gouvernement. La FCC a été fondée en Saskatchewan en 1990 lorsque l'*Association of Saskatchewan Taxpayers* et la *Resolution One Association of Alberta* ont joint leurs forces afin de créer une association nationale de défense des contribuables. Aujourd'hui, la FCC a plus de 235 000 sympathisants à travers le pays.

La FCC a un bureau fédéral à Ottawa, ainsi que des bureaux régionaux en Colombie-Britannique, en Alberta, dans les Prairies (SK et MB), en Ontario, au Québec et dans le Canada Atlantique (NB, PE, NS et NL). Les bureaux régionaux de la FCC font de la recherche et des activités en lien avec leur mission de défense des contribuables de leurs régions, en plus de leur rôle de représentants locaux d'initiatives pancanadiennes.

Les bureaux régionaux de la FCC font des centaines d'entrevues à chaque mois, tiennent des conférences de presse et émettent régulièrement des communiqués de presse, lettres d'opinion et autres publications au nom de tous les supporters de la FCC. La publication phare de la FCC, le magazine *The Taxpayer* (en anglais seulement) est publié trois fois par année. Les courriels *Info-action* sont envoyés au fur et à mesure que des enjeux font surface.

Chaque contribuable canadien supportant la mission de la Fédération canadienne des contribuables peut, gratuitement, devenir l'un de nos sympathisants en s'inscrivant à notre liste d'envoi Info-action. Les sympathisants ayant fait un don peuvent aussi recevoir notre publication phare, le magazine *The Taxpayer* (en anglais), publié trois fois par an.

La Fédération canadienne des contribuables est un organisme indépendant, sans affiliation institutionnelle ou partisane. Il est prohibé pour ses employés et membres du conseil d'administration d'être membres de partis politiques. En 2019-2020, la Fédération a amassé 4,8 millions de dollars grâce à 31 665 dons. Les dons effectués à la FCC ne sont pas déductibles d'impôt.

Fédération
canadienne des
contribuables

Sommaire exécutif

La pandémie a frappé fort dans les finances du Québec, mettant fin à une série de budgets équilibrés. Si les prévisions contenues dans la dernière Mise à jour d'automne dressent un portrait plus positif qu'au budget l'an dernier, le Québec demeure aux prises avec un déficit de 6,8 milliards¹ de dollars cette année, dont quatre milliards est d'origine structurelle.

Le tableau devient plus sombre lorsque l'on observe la viabilité à long terme des finances de la province. La *Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke* établit que la province a un écart budgétaire à long terme équivalent à 1,8 pour cent du PIB, soit 8,9 milliards de dollars.²

La dette de la province continue sa croissance, le gouvernement prévoyant qu'elle atteigne 198,6³ milliards de dollars en mars 2022. À eux seuls, les frais d'intérêts sur celle-ci représentent une dépense de 8,6 milliards⁴ de dollars pour les contribuables québécois cette année.

Pour la prochaine année financière, le défi du gouvernement sera de trouver suffisamment de sources d'épargne pour revenir à un niveau financièrement viable, tout en prenant les bonnes actions pour faire croître l'économie.

C'est ce que cherchent à accomplir les mesures proposées dans ce mémoire. Nous proposons des baisses d'impôts pour les particuliers et les entreprises afin de faire croître l'économie du Québec. Nous identifions aussi une série de stratégies et de domaines d'action permettant de réaliser des épargnes budgétaires. Nos mesures sont :

- Réduire de 10 pour cent les factures d'impôt sur le revenu pour aider les familles à faire face à l'augmentation du coût de la vie;
- Mettre fin à l'application de la TVQ sur les taxes spécifiques;
- Remplacer les subventions aux entreprises par une réduction de l'impôt corporatif pour stimuler la croissance;
- Restructurer l'appareil gouvernemental québécois afin de réduire d'un pour cent les effectifs par rapport au niveau pré-électoral;
- Ne pas financer la construction de stades pour éviter d'importantes pertes financières;
- Revoir le mode de calcul des comparatifs de rémunération afin d'inclure l'ensemble du marché du travail québécois;

¹ http://www.finances.gouv.qc.ca/MAJ2021/documents/fr/AUTFR_lepointNov2021.pdf

² https://cfrp.recherche.usherbrooke.ca/wp-content/uploads/2021/06/cahier_2021-07_soutenabilite_Final_avec-addenda.pdf

³ http://www.finances.gouv.qc.ca/MAJ2021/documents/fr/AUTFR_lepointNov2021.pdf

⁴ http://www.finances.gouv.qc.ca/MAJ2021/documents/fr/AUTFR_lepointNov2021.pdf

- Implanter une liste de la transparence salariale;
- Passer en revue les programmes gouvernementaux avec la réduction des dépenses comme objectif.

Grâce à ces recommandations, nous sommes confiants que le Québec pourra sortir de cette crise dans une position financière solide, avec une économie plus forte et plus résiliente.

TABLEAU 1

Mesures chiffrées	Stimulus fiscal	Épargne budgétaire
Réduire de 10 pour cent les factures d'impôt sur le revenu	3,9\$	
Mettre fin à l'application de la TVQ sur les taxes spécifiques	0,3\$	
Remplacer les subventions aux entreprises par des baisses d'impôt	4,2\$	4,2\$
Réduire les effectifs d'un pour cent par rapport à 2018		5,0\$
Total per catégorie	8,4\$	9,2\$
Impact budgétaire net		0,8\$

Tous les chiffres sont en milliards.

Stimulus fiscal

Le premier ministre a, avec raison, longtemps parlé de la nécessité pour le Québec de combler l'écart de prospérité⁵ qu'il a avec le reste du pays et de s'affranchir de la péréquation.⁶

Lors de la dernière mise à jour budgétaire, le gouvernement s'est donné un horizon de 15 ans pour combler l'écart de richesse de 12,9 pour cent qu'il entretient avec l'Ontario.⁷ Pour ce faire, le gouvernement a identifié l'accroissement de la productivité comme principal levier.

Et dans l'espoir d'augmenter la productivité, le gouvernement a identifié trois axes:

1. L'accroissement de l'investissement privé;
2. La stimulation de l'entrepreneuriat;
3. La création d'un environnement d'affaires favorable à l'investissement.

En réduisant le fardeau fiscal des contribuables et des entreprises québécoises, le gouvernement se trouverait à agir sur ces trois axes.

Il existe une importante littérature économique^{8 9 10 11 12} montrant un lien clair entre la réduction du fardeau fiscal et la croissance économique. Considérant que les Québécois

et Québécoises ont le fardeau fiscal le plus élevé en Amérique du Nord, à 38,9 pour cent du PIB,¹³ il y a place à le réduire pour stimuler l'économie de la province.

Les recommandations de cette section se concentreront donc sur la réduction du fardeau fiscal des Québécois et Québécoises afin d'accroître la prospérité de la province.

Réduire de 10 pour cent les factures d'impôt sur le revenu pour aider les familles à faire face à l'augmentation du coût de la vie

Stimulus fiscal estimé : 3,9 milliards de dollars

L'inflation a durement touché les familles québécoises au cours de la dernière année. Les Canadiens et Canadiennes ont fait face à une augmentation moyenne de 4,7 pour cent du coût de la vie dans les douze derniers mois.¹⁴ Les Québécois et Québécoises sont au quatrième rang parmi les plus touchés, avec une hausse moyenne des prix de 5,3 pour cent par rapport à la même période l'an dernier.¹⁵

Cela contraste avec la hausse moyenne annuelle du niveau des prix de 1,3 pour cent¹⁶ au Québec au cours des cinq années précédentes.

⁵ <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1842413/legault-economie-ecart-riche-ontario-pib>

⁶ <https://www.huffpost.com/archive/qc/entry/francois-legault-tape-sur-le-clou-de-la-perequation-a-23399497>

⁷ http://www.finances.gouv.qc.ca/MAJ2021/documents/fr/AUTFR_lepointNov2021.pdf

⁸ <https://academic.oup.com/qje/article-abstract/133/4/1803/4880451?redirectedFrom=fulltext>

⁹ <https://www.aeaweb.org/articles?id=10.1257/pol.20170241&&from=f>

¹⁰ https://www.nber.org/system/files/working_papers/w20753/w20753.pdf

¹¹ <https://www.journals.uchicago.edu/doi/abs/10.1086/701424>

¹² <https://www.jstor.org/stable/41789231>

¹³ <https://cftp.recherche.usherbrooke.ca/wp-content/uploads/2021/01/Bilan-de-la-fiscalite-Edition-2021.pdf>

¹⁴ <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/211117/cg-a006-eng.htm>

¹⁵ <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/211117/cg-a006-eng.htm>

¹⁶ <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tb1/en/tv.action?pid=1810000501&pickMembers%5B0%5D=1.11&cubeTimeFrame.startYear=2015&cubeTimeFrame.endYear=2020&referencePeriods=20150101%2C20200101>

Le gouvernement peut aider les familles à faire face à la hausse de leurs factures en prenant moins d'argent dans leurs poches.

En 2019, l'impôt sur le revenu représentait un coût équivalent à 17 pour cent¹⁷ des revenus des Québécois et Québécoises. Il s'agit d'un montant significatif, et cela ne représente qu'un seul des nombreux types de taxes imposées aux familles québécoises.

Il est important de noter que la littérature économique établi un lien clair entre la réduction du fardeau fiscal et la croissance économique.^{18 19 20}

Tel que le note le gouvernement dans *Le point sur la situation économique et financière du Québec – Automne 2021*, la province accuse un retard en termes d'investissements dans la productivité des emplois privés par rapport à la moyenne canadienne.²¹

L'un des facteurs est que les ménages québécois ont un revenu disponible qui est près de 10 pour cent sous la moyenne nationale.²² Après que le passage du fisc, les contribuables québécois ont moins d'argent disponible pour dépenser dans les commerces locaux ou investir dans l'économie locale.

Il existe un lien clair entre le revenu disponible des ménages et la consommation des ménages^{23 24} et entre la consommation des ménages et la croissance du PIB. Il existe aussi un lien clair entre l'épargne des ménages et l'investissement privé.²⁵

En réduisant de 10 pour cent les factures d'impôt sur le revenu des ménages québécois, le gouvernement pourrait directement réinjecter 3,9 milliards de dollars dans l'économie locale.²⁶

Le tableau ci-dessous illustre l'effet que de telles réductions dans les factures d'impôt sur le revenu auraient sur les portefeuilles des Québécois et Québécoises.

TABLEAU 2

Revenu imposable	Facture d'impôt actuelle	Facture d'impôt avec la réduction suggérée	Épargne découlant de l'approche suggérée
\$50,000	\$5,386	\$4,847	\$539
\$70,000	\$9,386	\$8,447	\$939
\$90,000	\$13,386	\$12,047	\$1,339

Source: UFile

¹⁷ <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/en/cv.action?pid=1110005501>

¹⁸ https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/06/09_effects_income_tax_changes_economic_growth_gale_samwick.pdf

¹⁹ <https://www.taxpolicycenter.org/briefing-book/how-do-taxes-affect-economy-long-run>

²⁰ <https://taxfoundation.org/what-evidence-taxes-and-growth/#~:text=in%20sum%2C%20the%20U.S.%20tax,a%20higher%20standard%20of%20living>

²¹ http://www.finances.gouv.qc.ca/MAJ2021/documents/fr/AUTFR_lepointNov2021.pdf

²² <https://royal-bank-of-canada-2124.docs.contently.com/v/recovery-bumpy-but-still-advancing-in-all-provinces-pdf>

²³ <http://www.econ2.jhu.edu/people/ccarroll/papers/cos-wealth-effects-literature/papers/macklem.pdf>

²⁴ <https://www.atlantis-press.com/proceedings/emehss-17/25874812>

²⁵ <https://www.jstor.org/stable/2117526?seq=1>

²⁶ http://www.finances.gouv.qc.ca/MAJ2021/documents/fr/AUTFR_lepointNov2021.pdf

Mettre fin à l'application de la TVQ sur les taxes spécifiques

Stimulus fiscal estimé : 284 millions de dollars en stimulus fiscal

Lorsque les Québécois et Québécoises achètent des produits et services soumis à une taxe spécifique, tels l'alcool et les carburants, ils se trouvent dans une situation où ils paient une taxe de vente sur le montant de taxe incluse dans le prix de leur produit. Cela crée une situation connue comme une « taxe sur la taxe, » où l'imposition initiale est à nouveau imposée.

Cette taxe sur la taxe contrevient au principe même de la taxe à la consommation, où ce n'est plus que le produit ou service consommé qui est taxé, mais bien la ponction fiscale initiale effectuée. Chaque année, ce phénomène coûte des centaines de millions de dollars aux Québécois et Québécoises, et ce peu importe leur niveau de revenu.

Afin de dresser un meilleur comparatif, l'année budgétaire 2019-20 a été sélectionnée pour dresser un estimé plus fidèle des revenus tirés de cette double taxation. À titre indicatif, l'application de la taxe de vente du Québec sur les taxes spécifiques a coûté 253 millions de dollars aux ménages québécois en 2020-21.²⁷

TABLEAU 2

Taxe	Revenu (en millions)
Taxe sur les carburants	2 206\$
Taxe sur les boissons alcooliques	637\$
TOTAL :	2 843\$
Revenus de TVQ tirés de la double-taxation :	284\$

Source : Comptes publics 2019-20, volume 1

En 2019-20, le gouvernement a récolté près de 2,8 milliards de dollars à l'aide de ses taxes spécifiques sur l'alcool et les carburants.²⁸ Cela implique 284 millions de dollars en revenus de taxe de vente du Québec facturée sur les taxes spécifiques.

Cette double taxation ne s'applique pas dans toutes les provinces canadiennes. Les citoyens de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba ne paient aucune taxe de vente provinciale facturée sur leurs taxes spécifiques.²⁹

Nous recommandons au gouvernement du Québec d'effectuer le calcul de la taxe de vente du Québec sur le prix de vente avant l'application de ses taxes spécifiques. Nous estimons que cela permettrait aux contribuables québécois d'épargner 284 millions de dollars par année.

²⁷ http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Comptespublics/fr/CPTFR_vol1-2020-2021.pdf

²⁸ http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Comptespublics/fr/CPTFR_vol1-2019-2020.pdf

²⁹ http://www.taxpayer.com/media/2020_CTF_GTHD_FRENCH.pdf

Remplacer les subventions aux entreprises par une réduction de l'impôt corporatif pour stimuler la croissance

Impact estimé : 4,2 milliards en épargne budgétaire et 4,2 milliards en stimulus fiscal

Pour combler son écart de richesse avec l'Ontario, le gouvernement du Québec a choisi de miser sur l'amélioration de la productivité.³⁰

Cela signifie soit créer des emplois à plus forte valeur ajoutée ou trouver un moyen d'augmenter la plus-value des emplois existants. Dans tous les cas, cela passe par la stimulation de l'investissement privé.

Il est important de noter que les subventions – directes ou indirectes – ne sont pas l'outil le plus efficace dont les gouvernements disposent afin d'attirer des entreprises et aider à la création de nouveaux emplois. Lorsque les chefs d'entreprise choisissent où relocaliser ou étendre leurs activités, ils ont tendance à se préoccuper davantage de la rentabilité à long terme que de la disponibilité de subventions ponctuelles.³¹

D'autres facteurs tels le fardeau réglementaire, le niveau d'éducation de la main-d'œuvre, la disponibilité d'infrastructures de transport et l'accès aux marchés ont un bien plus grand impact dans une décision d'investissement qu'une offre de subvention ponctuelle aux frais des contribuables.³² Les subventions sont en quelque sorte la cerise sur le sundae pour les entrepreneurs ayant déjà réalisé une analyse coût-bénéfice quant aux divers endroits viables où réaliser leurs projets.

La recherche économique réalisée aux États-Unis n'a trouvé aucune relation statistiquement significative entre les subventions aux entreprises et la croissance économique ou les niveaux de PIB per capita.³³ Ce qui est clair, en revanche, est que le taux d'impôt sur le revenu des entreprises, comparé aux juridictions voisines et concurrentes affecte la productivité d'une entreprise et, ultimement, sa rentabilité et sa vitesse de croissance.³⁴

Avoir des taux d'imposition compétitif permet d'attirer de nouvelles entreprises et les investissements directs qui y sont associés. De surcroît, des taux d'imposition plus bas réduisent le coût du capital pour les créateurs d'emploi, permettant d'accroître leur capacité à réinvestir dans la croissance de leurs entreprises.³⁶

TABLEAU 3

Taux général d'imposition des sociétés dans les grandes provinces

Juridiction	Taux général
Colombie-Britannique	12,0%
Québec	11,5%
Ontario	11,5%
Moyenne des grandes provinces	10,8%
Alberta	8,0%

Source : Sites web des gouvernements provinciaux

³⁰ http://www.finances.gouv.qc.ca/MAJ2021/documents/fr/AUTFR_lepointNov2021.pdf

³¹ https://www.mercatus.org/system/files/farren_and_philpot_-_policy_brief_-_amazon_hq2_the_story_so_far_-_v1.pdf

³² <https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/06/cohen-1.pdf>

³³ <https://medium.com/concentrated-benefits/florida-man-seeks-a-quarter-of-a-billion-dollars-6bb6fe36a96e>

³⁴ <https://www.oecd.org/mena/competitiveness/41997578.pdf>

³⁵ <https://www.oecd.org/mena/competitiveness/41997578.pdf>

³⁶ https://files.taxfoundation.org/legacy/docs/TaxFoundation_FF477.pdf

L'un des thèmes clés depuis l'élection de ce gouvernement est l'importance de combler l'écart de richesse entre le Québec et l'Ontario. Avec raison, le gouvernement a identifié la productivité et les emplois bien rémunérés comme moteur pour effectuer ce grand rattrapage.³⁷ Le taux d'impôt corporatif québécois se situant au même niveau que le taux prévalant en Ontario, il est clair qu'il n'aide pas à effectuer ce rattrapage, mais bien à maintenir l'écart existant.

Remplacer les subventions directes et indirectes aux entreprises par des baisses de l'impôt corporatif, de façon neutre monétairement procurerait un autre avantage, soit celui de réduire les distorsions économiques associées aux mesures financières ciblées.³⁸ La relance économique québécoise et son rattrapage avec l'Ontario ne doivent pas reposer sur les espoirs de croissance de quelques secteurs ciblés mais bien sur la croissance de chaque secteur de son économie, ainsi que la création d'emplois bien rémunérés qui y est associée.

Selon nos calculs, éliminer les subventions aux entreprises permettrait aux contribuables d'épargner 4,2 milliards de dollars en se basant sur les comptes-publics 2020-2021.^{39 40}

Afin de s'assurer que cette épargne puisse contribuer à stimuler l'économie québécoise, nous recommandons qu'elle soit accompagnée par une réduction équivalente de l'impôt sur le revenu des sociétés. Cela représenterait une diminution de 1,9 points du taux applicable pour les petites entreprises et de 4,9 points du taux général.⁴¹ Il est important de noter que cela ferait du Québec la province avec le taux d'impôt des sociétés le plus attractif au Canada.

³⁷ <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1647469/plan-productivite-economie-ministre-eric-girard>

³⁸ https://www.jec.senate.gov/public/_cache/files/fe2eafaa-f355-462f-b515-15ad4a8f5e74/the-inefficiency-of-targeted-tax-policies-april-1997.pdf

³⁹ http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Comptespublics/fr/CPTFR_vol1-2020-2021.pdf

⁴⁰ http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Comptespublics/fr/CPTFR_vol2-2020-2021.pdf

⁴¹ <https://www.revenuquebec.ca/fr/entreprises/impots/impot-des-societes/declaration-de-revenus-des-societes/calcul-de-limpot-sur-le-revenu-dune-societe/>

Identifier des sources d'épargne dans les opérations gouvernementales

Un haut niveau de dette gouvernementale et des projections de déficits à long terme ont un effet néfaste sur une économie. Des économistes s'étant penchés sur la question ont conclu que, plus le niveau de dette est élevé – surtout lorsque la dette brute dépasse les 75 à 100 pour cent du PIB – moins le niveau de croissance sera élevé.^{42 43 44}

C'est inquiétant dans le contexte canadien où la dette brute des administrations publique était équivalente à 133 pour cent du PIB au deuxième trimestre de 2021.⁴⁵ À de tels niveaux, la dette gouvernementale élevée est un boulet pour notre économie, se traduisant par moins d'emplois, une croissance plus faible des salaires et un marché local qui n'est pas en mesure d'atteindre son plein potentiel.

Le Québec n'est pas exempt de ce problème. Selon les estimations du gouvernement, la dette brute de l'administration provinciale équivaudra à 44,3 pour cent⁴⁶ de l'économie de la province au 31 mars prochain. En y ajoutant les dettes des administrations locales et fédérale, on atteint rapidement un niveau d'endettement qui a un effet préjudiciable sur la croissance.

Outre son impact économique négatif, la dette du Québec coûte cher aux contribuables. Le gouvernement estime que les paiements d'intérêts sur la dette coûteront 8,6 milliards⁴⁷ de dollars cette année – une augmentation d'environ 900 millions par rapport à 2020-21.

Considérant les 226 milliards⁴⁸ de dollars de dette directe du gouvernement, une augmentation d'un point de pourcentage des taux d'intérêts mènerait à une augmentation de 2,3 milliards de dollars des paiements d'intérêts annuels du gouvernement. Le gouvernement ne dispose pas de telles réserves et il est improbable que la situation ne change bientôt.

Selon les prévisions de la *Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke*, la croissance des revenus du gouvernement sera de 0,2 points de pourcentage inférieure⁴⁹ à la croissance des dépenses au cours des 20 prochaines années.

Cela se solderait par un déficit de 17 milliards de dollars en 2041, équivalent à 1,8 pour cent du PIB.⁵⁰ Selon ces mêmes prévisions, le coût des paiements d'intérêts sur la dette augmenterait de 61 pour cent au cours de la même période.

⁴² https://www.mercatus.org/system/files/de_rugy_and_salmon_-_policy_brief_-_debt_and_growth_a_decade_of_studies_-_v1.pdf

⁴³ <https://publications.iadb.org/publications/english/document/Government-Debt-and-Economic-Growth.pdf>

⁴⁴ <https://www.cairn.info/revue-economique-2011-6-page-1015.htm>

⁴⁵ <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tb1/en/cv.action?pid=3810023701>

⁴⁶ http://www.finances.gouv.qc.ca/MAJ2021/documents/fr/AUTFR_lepointNov2021.pdf

⁴⁷ http://www.finances.gouv.qc.ca/MAJ2021/documents/fr/AUTFR_lepointNov2021.pdf

⁴⁸ http://www.finances.gouv.qc.ca/MAJ2021/documents/fr/AUTFR_lepointNov2021.pdf

⁴⁹ https://cfrp.recherche.usherbrooke.ca/wp-content/uploads/2021/06/cahier_2021-07_soutenabilite_Final_avec-addenda.pdf

⁵⁰ https://cfrp.recherche.usherbrooke.ca/wp-content/uploads/2021/06/cahier_2021-07_soutenabilite_Final_avec-addenda.pdf

Résorber un écart budgétaire à 1,8 pour cent du PIB représente un effort de 8,9 milliards⁵¹ de dollars selon les prévisions économiques de 2022. Plus le gouvernement s'attaquera rapidement à cet écart budgétaire, moindre seront les impacts économiques et plus les frais d'intérêts seront bas au cours des prochaines années.

Il est clair que le Québec doit maintenir sa dette sous contrôle. La meilleure façon de le faire est de réduire les dépenses.

Des économistes se sont penchés sur les divers types de stratégie employées par les gouvernements pour revenir à l'équilibre budgétaire et l'effet qu'elles ont eu sur l'économie locale. Leurs recherches ont démontré que les plans basés sur la réduction des dépenses ont un impact économique plus positif que ceux basés sur l'augmentation des taxes et impôts.^{52 53 54}

Dans certains cas, tels le Canada et l'Espagne dans les années 1990, les efforts pour revenir à l'équilibre budgétaire basés principalement sur la réduction des dépenses auraient mené à une croissance économique plus robuste.⁵⁵ Ces plans permettent de rassurer les investisseurs quant au risque de voir leurs factures de taxes et d'impôts augmenter soudainement pour couvrir les dépenses excédentaires du gouvernement.

Dans cet esprit, la série de recommandations qui suit suggère au gouvernement du Québec de réduire les dépenses dans certains secteurs, ainsi qu'un nombre d'outils permettant d'identifier des sources d'épargne pour équilibrer le budget, réduire la dette et financer des baisses de taxes et d'impôts pour stimuler l'économie locale.

Restructurer l'appareil gouvernemental québécois afin de réduire d'un pour cent les effectifs par rapport au niveau pré-électoral

Épargne estimée : 5,0 milliards de dollars

Lors de la dernière campagne électorale, le Premier ministre François Legault a promis aux Québécois et Québécoises d'éliminer 5 000 postes de fonctionnaires, équivalent à un pour cent des employés de l'État.⁵⁶

Lors de l'entrée en poste du gouvernement actuel en 2018, le gouvernement employait un total de 499 074 équivalents temps complet.⁵⁷ Selon les prévisions du plus récent budget, le gouvernement estime compter un total de 546 939 équivalents temps complet au 31 mars 2022.⁵⁸

Au lieu de la réduction promise de 5 000 fonctionnaires, le gouvernement compte aujourd'hui 47 865 employés de plus.

Sur l'augmentation réalisée, 42 pour cent des nouveaux postes sont des employés de bureau. Six pour cent sont des cadres.

Le personnel infirmier ne représente que 12 pour cent de cette augmentation. Le personnel enseignant, lui, n'en représente que 5,4 pour cent.

L'accroissement de la taille de l'État au cours des dernières années n'en est pas un des premières lignes dans les systèmes de santé et d'éducation, mais bien un du personnel de bureau.

⁵¹ https://cffp.recherche.usherbrooke.ca/wp-content/uploads/2021/06/cahier_2021-07_soutenabilite_Final_avec-addenda.pdf

⁵² <https://www.nber.org/system/files/chapters/c10973/c10973.pdf>

⁵³ <https://www.econstor.eu/dspace/bitstream/10419/106147/1/815406657.pdf>

⁵⁴ https://www.mercatus.org/system/files/deRugy_RelativeEffects_v1.pdf

⁵⁵ https://www.researchgate.net/publication/338269692_Austerity_When_It_Works_and_When_It_Doesn't

⁵⁶ <https://www.lapresse.ca/actualites/elections-quebec-2018/201808/28/01-5194447-la-caq-veut-couper-5000-postes-dans-la-fonction-publique.php>

⁵⁷ https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/budget_depenses/21-22/1-Strategie_de_gestion_des_depenses_et_renseignements_supplementaires.pdf

⁵⁸ https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/budget_depenses/21-22/1-Strategie_de_gestion_des_depenses_et_renseignements_supplementaires.pdf

Comme le disait le premier ministre à l'époque⁵⁹ : « C'est de la bureaucratie. Ce sont des gens qui écrivent des rapports à d'autres gens qui écrivent des rapports, qui finalement mettent en application les budgets étiquetés de façon détaillée par les ministres à Québec. »

« C'est de la bureaucratie. Ce sont des gens qui écrivent des rapports à d'autres gens qui écrivent des rapports, qui finalement mettent en application les budgets étiquetés de façon détaillée par les ministres à Québec. »

- François Legault, Premier ministre du Québec

Nonobstant la promesse rompue du parti gouvernemental, tout effort de rétablissement de l'équilibre budgétaire et d'élimination du déficit structurel qui ignorerait la plus grande source de dépenses gouvernementales nécessiterait des réductions très sévères dans les services de première ligne.

Au cours de l'année 2021-22, le gouvernement prévoit dépenser 51,6 milliards de dollars pour rémunérer ses employés.⁶⁰ Cela représente 44 pour cent⁶¹ des dépenses de portefeuilles et 41 pour cent des dépenses totales du gouvernement. Aucune autre composante individuelle du budget n'atteint un niveau comparable.

Réduire la taille de l'effectif gouvernemental d'un pour cent par rapport au niveau préélectoral, tel que le parti au pouvoir s'était engagé à le faire, permettrait aux contribuables d'économiser 5,0 milliards de dollars sur une base annuelle.

Il est aussi important de noter que, dans un contexte de pénurie de main d'œuvre, l'augmentation rapide de la taille de l'État québécois contribue à aggraver la crise.

Selon les données de Statistique Canada, le Québec comptait 194 145 postes vacants à la fin du deuxième trimestre de 2021.⁶² Réduire la taille des effectifs gouvernementaux d'un pour cent par rapport au niveau préélectoral permettrait de libérer 52 865 travailleurs et travailleuses,⁶³ équivalent à 27 pour cent⁶⁴ des besoins en main d'œuvre du marché québécois.

Nous reconnaissons qu'une telle réduction ne peut s'effectuer du jour au lendemain. Qui plus est, simplement éliminer un grand nombre de postes, sans revoir la structure d'une organisation, mène inévitablement vers un regain de croissance des effectifs dès la fin du processus de rationalisation des effectifs.

Dans une optique de retour à l'équilibre budgétaire, de réalisation de gains d'efficacité, de lutte contre la pénurie de main d'œuvre et de respect de ses engagements envers les Québécois et Québécoises, le gouvernement doit effectuer une restructuration de son appareil administratif dans l'optique de réduire les effectifs d'un pour cent par rapport au niveau préélectoral. À terme, cela permettrait aux contribuables d'épargner 5,0 milliards de dollars par année, en fonction du niveau de dépenses de l'année budgétaire 2021-22.⁶⁵

⁵⁹ <https://www.lapresse.ca/actualites/elections-quebec-2018/201808/28/01-5194447-la-caq-veut-couper-5000-postes-dans-la-fonction-publique.php>

⁶⁰ https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/budget_depenses/21-22/1-Strategie_de_gestion_des_depenses_et_renseignements_supplementaires.pdf

⁶¹ http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2021-2022/fr/documents/PlanBudgetaire_2122.pdf

⁶² <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tb1/fr/cv.action?pid=1410032501>

⁶³ https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/budget_depenses/21-22/1-Strategie_de_gestion_des_depenses_et_renseignements_supplementaires.pdf

⁶⁴ <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tb1/fr/cv.action?pid=1410032501>

⁶⁵ https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/budget_depenses/21-22/1-Strategie_de_gestion_des_depenses_et_renseignements_supplementaires.pdf

Ne pas financer la construction de stades pour éviter d'importantes pertes financières

Épargne estimée : N/A

Un groupe d'investisseurs montréalais souhaite à obtenir jusqu'à 300 millions⁶⁶ du gouvernement du Québec pour bâtir un stade et attirer l'équipe de baseball des Rays de Tampa Bay à venir jouer la moitié de ses matchs à Montréal.

Le dossier des subventions aux stades et aux grands événements sportifs a été étudié en long et en large par les économistes académiques. Leurs conclusions sont presque unanimes : ces subventions coûtent plus cher aux contribuables que ce qu'elles ne rapportent.

Une revue de la littérature existante note qu'il n'existe « aucune preuve substantielle » que ces subventions mènent à des gains économiques.⁶⁷ Lorsque l'on sonde des économistes de renom, incluant plusieurs prix Nobels, 83 pour cent d'entre eux considèrent ces subventions comme une perte d'argent.⁶⁸

Comme le dit le professeur Allen Sanderson à l'Université de Chicago : « Si vous souhaitez injecter de l'argent dans l'économie locale, vous feriez mieux de le larguer d'un hélicoptère plutôt que de l'investir dans un nouveau stade de baseball. »⁶⁹

« Si vous souhaitez injecter de l'argent dans l'économie locale, vous feriez mieux de la larguer d'un hélicoptère plutôt que de l'investir dans un nouveau stade de baseball. »

- Allen Sanderson, professeur d'économie à l'Université de Chicago.

Ces chercheurs montrent que les retombées économiques réelles associées à ces projets sont beaucoup plus faibles que celles anticipées par les promoteurs.⁷⁰

Cela s'explique notamment par le fait que les dépenses effectuées dans les stades remplacent généralement des dépenses de loisirs qui auraient été effectuées ailleurs par la population locale et que l'impact touristique net de ces installations est minime.⁷¹

Il est important de noter que les économistes ne sont pas les seuls à s'opposer à ces subventions. Les contribuables québécois et montréalais le sont aussi. Un sondage de la firme Léger note que 60 pour cent des Québécois et Québécoises s'opposaient au financement public d'un stade de baseball. Les chiffres spécifiques pour la grande région de Montréal sont similaires.⁷²

Dans un contexte où une très vaste majorité d'experts disent que subventionner ces projets ne tient pas la route, et où la population s'oppose à une telle dépense, le gouvernement du Québec doit rejeter toute demande cherchant à subventionner la construction d'un stade de baseball.

⁶⁶ <https://www.lapresse.ca/actualites/grand-montreal/2021-12-07/stade-de-baseball-a-montreal/bronfman-demande-des-centaines-de-millions-a-quebec.php>

⁶⁷ <https://econjwatch.org/File+download/222/2008-09-coateshumpheys-com.pdf?mimetype=pdf>

⁶⁸ <https://www.igmcchicago.org/surveys/sports-stadiums/>

⁶⁹ <https://www.npr.org/2011/08/05/139018592/the-nation-stop-the-subsidy-sucking-sports-stadiums>

⁷⁰ https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/09/gayerdrukkergold_stadiumsubsidies_090816.pdf

⁷¹ Roger G. Noll et Andrew Zimbalist, *The economic impact of sports teams and sports facilities*, essai publié dans *Sports, Jobs and Taxes*

⁷² <https://www.journaldequebec.com/2021/04/01/stade-de-baseball-les-quebecois-ne-veulent-pas-dargent-public-dans-ce-projet>

Revoir le mode de calcul des comparatifs de rémunération afin d'inclure l'ensemble du marché du travail québécois

Épargne estimée : Inconnue

Chaque année, l'Institut de la statistique du Québec publie une étude⁷³ comparant la rémunération des employés travaillant pour le gouvernement du Québec à celle des employés travaillant pour les gouvernements municipal et fédéral et dans les grandes entreprises du secteur privé.

Cette comparaison est par la suite utilisée par les centrales syndicales et le gouvernement du Québec pour appuyer leurs démarches de négociations salariales.

Dans le comparatif de l'Institut de la statistique du Québec, seuls les travailleurs du secteur privé œuvrant dans des entreprises comptant 200 employés ou plus sont considérés.⁷⁴

Les petites et moyennes entreprises représentent une part fort appréciable des emplois du secteur privé au Québec. Sur les 3,5 millions de salarié au Québec, plus de 40 pour cent⁷⁵ travaillent pour des entreprises de 99 salariés et moins. Bien que les données spécifiques aux entreprises de 100 à 199 salariés ne soient pas disponibles, il est raisonnable de penser que cela représente plusieurs dizaines de milliers d'emplois.

GRAPHIQUE 1

Rémunération hebdomadaire des salariés à temps complet au Québec, selon la taille de l'entreprise, en 2020.



⁷³ <https://statistique.quebec.ca/fr/fichier/remuneration-des-salaries-etat-et-evolution-compare-2021.pdf>

⁷⁴ <https://statistique.quebec.ca/fr/fichier/remuneration-des-salaries-etat-et-evolution-compare-2021.pdf>

⁷⁵ <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/cv.action?pid=1410021501#timeframe>

Généralement, plus la taille de l'entreprise est grande, plus la rémunération tend à y être élevée. Les employés à temps complet des entreprises québécoises de 99 salariés et moins gagnent, en moyenne, 892\$⁷⁶ par semaine. Les employés des entreprises de 300 salariés et plus, en revanche, gagnent en moyenne 1 170\$ par semaine, soit 31 pour cent de plus que leurs pairs travaillant dans de petites entreprises.

Lorsqu'il embauche, le gouvernement du Québec est en compétition avec l'ensemble des employeurs de la province.

En omettant les travailleurs des petites et moyennes entreprises québécoises de son comparatif sur la rémunération, l'Institut de la statistique du Québec omet non seulement une grande proportion des travailleurs, mais le portrait qu'elle dresse augmente artificiellement le niveau de rémunération nécessaire pour que les fonctionnaires québécois soient considérés être à parité avec leurs pairs du secteur privé.

Afin de dresser un portrait plus adéquat du marché du travail québécois et de dresser un portrait plus fidèle des écarts de rémunération entre les travailleurs gouvernementaux et ceux du secteur privé, le gouvernement doit revoir le comparatif de rémunération développé par l'Institut de la statistique du Québec afin qu'il prenne en compte les salariés des entreprises québécoises de toutes tailles.

Implanter une liste de la transparence salariale

Épargne estimée : Inconnue

Les contribuables sont en droit de savoir ce pour quoi ils paient. C'est dans cet esprit de transparence qu'une majorité de provinces canadiennes ont mis en place des *Liste de la transparence salariale*, aussi connues comme « *Sunshine Lists*, » répertoriant l'ensemble des employés gouvernementaux hautement rémunérés relevant des gouvernements provincial et municipal.

En Ontario⁷⁷ cette liste recense l'ensemble des employés gouvernementaux rémunérés à hauteur de 100 000\$ par année ou plus. Au Nouveau-Brunswick la limite inférieure est fixée à 60 000\$⁷⁸ par année. En Saskatchewan, elle est fixée à 50 000\$⁷⁹ par année. Seuls le Québec et l'Île-du-Prince-Édouard ne publient pas de telles listes.⁸⁰

En 2020, une liste compilée par la Fédération canadienne des contribuables établissait qu'il y avait plus de 43 000⁸¹ fonctionnaires travaillant dans les organismes gouvernementaux québécois payés plus de 100 000\$ par année au Québec. Ces employés travaillent aussi bien pour le gouvernement du Québec et Hydro-Québec, que pour nos Commissions scolaires et nos villes.

Présentement, le document le plus semblable que le gouvernement du Québec publie est la *Liste des salaires, indemnités et allocations des titulaires d'un emploi supérieur*.⁸² En limitant la divulgation à certains postes précis, le portrait et la quantité d'information rendue disponible aux citoyens est beaucoup plus restreint que ce qui se fait dans les autres provinces canadiennes.

⁷⁶ <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1410021701>

⁷⁷ <https://www.ontario.ca/page/public-sector-salary-disclosure>

⁷⁸ <https://www2.gnb.ca/content/dam/gnb/Departments/tb-ct/pdf/OC/PA19Salaries.pdf>

⁷⁹ <https://www.saskatchewan.ca/government/news-and-media/2021/august/27/crown-sector-2020-21-payee-disclosure-report-submitted-today>

⁸⁰ <https://www.theglobeandmail.com/canada/article-sunshine-lists-have-helped-narrow-the-gender-pay-gap-but-ottawa-wont/>

⁸¹ <https://www.contribuables.ca/salle-de-presse/la-f%C3%A9d%C3%A9ration-canadienne-des-contribuables-publie-sa-liste-de-la-transparence-salariale-dans-la-fonction-publique-qu%C3%A9becois-coise-demande-plus-de-transparence>

⁸² <https://www.acces.mce.gouv.qc.ca/salaires/titulaires/2021-salaires-tes.pdf>

Par souci d'égaliser ou de dépasser les standards de transparence existant dans le reste du pays, nous demandons au gouvernement du Québec d'implanter une liste de la transparence salariale et de divulguer publiquement les informations sur les employés gouvernementaux les mieux rémunérés.

Passer en revue les programmes gouvernementaux avec la réduction des dépenses comme objectif

Épargne estimée : Inconnue

Un dicton veut que la bureaucratie croisse pour répondre aux besoins de la bureaucratie croissante. Depuis que le gouvernement du Québec a complété la dernière révision globale de ses programmes, en août 2015, les dépenses de portefeuille, outre celles liées à la COVID-19, ont augmenté de 28,9 milliards de dollars, ou 32 pour cent.^{83 84}

1. Est-ce que cela sert l'intérêt public?
2. Est-ce que l'implication gouvernementale est nécessaire?
3. Est-ce un rôle approprié pour ce palier gouvernemental?
4. Est-ce qu'un partenariat public-privé est possible / désirable?
5. Est-ce qu'il y a un moyen d'être plus efficace?
6. Est-ce que les contribuables ont les moyens de se payer ces dépenses?

L'épargne identifiée grâce à ce processus a mené à 9,8 milliards de dollars de réduction de dépenses, équivalent à 18,9 pour cent⁸⁶ des dépenses fédérales de l'époque.

Le processus de révision des programmes a permis au gouvernement fédéral d'équilibrer le budget en 1997-98 et de rembourser plus de 100 milliards de dollars⁸⁷ de

dette avant la crise financière de 2008. Cela a réduit la proportion des revenus d'impôts servant à couvrir les paiements d'intérêts sur la dette de 30 pour cent en 1996-97 à 13 pour cent en 2008-09.⁸⁸

TABLEAU 4

	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20	2020-21	2021-22 *Prévisions
Dépenses de portefeuille	89,2\$	94,2\$	97,7\$	106,7\$	105,7\$	118,1\$

Source : Gouvernement du Québec, ministère des Finances, tous les chiffres sont en milliards.

Dans le cadre de ses efforts pour revenir à l'équilibre budgétaire dans les années 90, le gouvernement du Premier ministre Jean-Chrétien a identifié les meilleures pratiques pour effectuer une révision des programmes. La révision était exhaustive, et appliquait six tests⁸⁵ à chaque dépense :

Ces épargnes ont aussi permis d'offrir un important répit aux contribuables, réduisant la TPS, les impôts des entreprises et ceux des particuliers, et permettant la mise en place du CÉLI comme véhicule pour stimuler l'épargne des ménages.⁸⁹

⁸³ https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/finances/publications-adm/CPTFR_vol1-2016-2017.pdf?1581608222

⁸⁴ http://www.finances.gouv.qc.ca/MAJ2021/documents/fr/AUTFR_LePointNov2021.pdf

⁸⁵ https://macdonaldlaurier.ca/files/pdf/MLL-Anglosphere-CanadaPaper_Web_E.pdf

⁸⁶ https://macdonaldlaurier.ca/files/pdf/MLL-Anglosphere-CanadaPaper_Web_E.pdf

⁸⁷ http://www.rbc.com/economics/economic-reports/pdf/canadian-fiscal/prov_fiscal.pdf

⁸⁸ https://macdonaldlaurier.ca/files/pdf/MLL-Anglosphere-CanadaPaper_Web_E.pdf

⁸⁹ https://macdonaldlaurier.ca/files/pdf/MLL-Anglosphere-CanadaPaper_Web_E.pdf

La situation budgétaire du Québec est inquiétante. La dernière mise-à-jour économique établi le déficit structurel de la province à quatre milliards de dollars.⁹⁰ À plus long terme, les données de la *Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke* laissent entrevoir un écart budgétaire équivalent à 1,8 pour cent du PIB, ou 8,9 milliards de dollars.⁹¹

En ce moment, le gouvernement prévoit que sa dette atteindra 198,6 milliards de dollars⁹² d'ici mars 2022. Les paiements d'intérêts coûteront 8,6 milliards⁹³ de dollars aux contribuables québécois cette année, malgré le creux historique des taux d'intérêts.

Considérant la surchauffe du marché de l'immobilier,⁹⁴ et le niveau d'inflation⁹⁵ fracassant des records, l'on peut s'attendre à ce que les taux d'intérêts augmentent au cours des prochains mois et des prochaines années. Une telle augmentation se refléterait dans les paiements d'intérêts de la province. Considérant la dette brute du gouvernement, chiffrée à 226,3 milliards de dollars,⁹⁶ une augmentation d'un pour cent des taux d'intérêts se traduirait, à terme, par une augmentation de 2,3 milliards de dollars de la facture d'intérêts.

Le gouvernement du Québec doit effectuer une révision des programmes, avec pour objectif la réduction des dépenses, afin de rendre ses finances viables sur le long terme, en utilisant les six tests développés par le gouvernement fédéral dans les années 90. Cela aidera la province à résorber son écart budgétaire à long terme de 8,9 milliards de dollars.⁹⁷

⁹⁰ http://www.finances.gouv.qc.ca/MAJ2021/documents/fr/AUTFR_lepointNov2021.pdf

⁹¹ https://cftp.recherche.usherbrooke.ca/wp-content/uploads/2021/06/cahier_2021-07_soutenabilite_Final_avec-addenda.pdf

⁹² http://www.finances.gouv.qc.ca/MAJ2021/documents/fr/AUTFR_lepointNov2021.pdf

⁹³ http://www.finances.gouv.qc.ca/MAJ2021/documents/fr/AUTFR_lepointNov2021.pdf

⁹⁴ <https://nationalpost.com/news/canada/canadas-unhinged-housing-market-captured-in-one-chart>

⁹⁵ <https://www.cp24.com/news/annual-inflation-rate-rises-to-4-7-per-cent-in-october-statistics-canada-says-1.5669615>

⁹⁶ http://www.finances.gouv.qc.ca/MAJ2021/documents/fr/AUTFR_lepointNov2021.pdf

⁹⁷ https://cftp.recherche.usherbrooke.ca/wp-content/uploads/2021/06/cahier_2021-07_soutenabilite_Final_avec-addenda.pdf

Conclusion

La situation budgétaire du Québec demeure une source d'inquiétude. Malgré les surplus pré-pandémiques, la situation financière à long terme du gouvernement demeure insoutenable. Il existe un écart de 8,9 milliards de dollars⁹⁸ entre le niveau de dépenses actuel et le niveau viable à long terme.

Considérant que la rémunération des employés représente 44 sous⁹⁹ sur chaque dollar que le gouvernement du Québec dépense, il est nécessaire de réduire les dépenses de rémunération pour résorber cet écart. Ramener les effectifs à un niveau plus raisonnable permettra au gouvernement de réaliser des économies substantielles. Réviser le mode de calcul des comparatifs de rémunération de l'Institut de la statistique du Québec permettra aussi de donner un meilleur aperçu du traitement des employés du gouvernement par rapport à celui des travailleurs occupant des postes équivalents dans le secteur privé. L'implantation d'une liste de la transparence salariale, quant à elle, permettra aux contribuables québécois de savoir ce pour quoi ils paient.

Pour combler son écart budgétaire à long terme et mettre fin à son déficit structurel, le gouvernement du Québec doit identifier des sources d'économie dans l'appareil gouvernemental. Mener un exercice de révision des programmes, avec pour objectif la réduction des dépenses, permettra d'identifier des sources d'épargne.

Le gouvernement doit aussi éviter de s'aventurer dans la subvention de stades et d'équipes sportives professionnelles. Les économistes universitaires sont quasi-unanimes sur le fait que ces subventions sont un mauvais usage de l'argent des contribuables. Éviter celles-ci permettra au gouvernement d'éviter un accroissement improductif de sa dette.

Afin d'aider l'économie de la province à croître davantage, le gouvernement doit aider à faire du Québec un lieu pour attirer pour l'investissement dans tous les secteurs en remplaçant les subventions aux entreprises par des baisses d'impôt.

La recherche économique est claire sur le lien positif entre le revenu disponible et la croissance économique. C'est dans ce contexte que nous recommandons au gouvernement de réduire l'impôt sur le revenu des Québécois et Québécoises afin de hausser le revenu disponible des ménages et accroître leur capacité à dépenser et investir dans les entreprises locales.

Les mesures proposées dans ce mémoire remettront 8,4 milliards de dollars dans les poches des contribuables québécois et aideront à épargner 9,2 milliards de dollars par année. Cela améliorerait la situation financière de la province par 800 millions de dollars pour l'année 2022.

⁹⁸ https://cftp.recherche.usherbrooke.ca/wp-content/uploads/2021/06/cahier_2021-07_soutenabilite_Final_avec-addenda.pdf

⁹⁹ http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2021-2022/fr/documents/PlanBudgetaire_2122.pdf